

Titre de la communication :

## **Croissance économique, inégalité et pauvreté : Cas des pays de l'UMA**

**BESBES Lobna<sup>1</sup>**

Doctorante en sciences économiques à l'université de Sfax FSEG, UREA  
[lobna\\_besbes@yahoo.fr](mailto:lobna_besbes@yahoo.fr)

**BOUJELBENE Younes**

Professeur en économie à l'université de Sfax, FSEG, UREA  
[younes.boujelbene@fsegs.rnu.tn](mailto:younes.boujelbene@fsegs.rnu.tn)

### **Résumé:**

Les études théoriques et empiriques récentes mettent en exergue la relation étroite entre la croissance économique, l'inégalité et la pauvreté. L'objectif principal de cet article s'intéresse à offrir des éléments de réponse aux questions suivantes: Quel est l'impact de la croissance économique et des inégalités de revenus sur la pauvreté? Et dans quelle mesure cette croissance permet de réduire l'incidence de la pauvreté absolue? L'étude porte sur un échantillon composé de 5 pays du Maghreb entre 1990 et 2008. La vérification empirique montre des résultats généralement significatifs. En effet, ces résultats affirment que la croissance économique joue un rôle primordial dans la réduction de la pauvreté. A l'encontre, la présence des inégalités de revenus permet d'augmenter la pauvreté.

**Mots clés:** Croissance économique, inégalités de revenus, pauvreté, économies de l'UMA.

**Classification JEL:** E44, I32, O15.

---

<sup>1</sup> **Correspondance** : Route de Tunis 3002 Sfax, **Tel** : 97 589 230, **E-mail** : lobna\_besbes@yahoo.fr

## Introduction

Cet article présente une revue de littérature théorique et empirique sur la relation croissance-égalité-pauvreté dans les pays du Maghreb qui a été l'objet de nombreux débats entre plusieurs économistes au cours de la période récente. La croissance est bonne pour les pauvres. En fait, la croissance apporte aux pauvres les avantages directs (accroissement du nombre d'emplois et des revenus) ou indirects (amélioration des services sociaux). Néanmoins, les inégalités de revenus qui entravent la croissance d'un pays permettent une augmentation de la pauvreté.

Les études de la majorité des économistes se focalisent sur l'effet positif de la croissance économique sur la réduction de la pauvreté monétaire. L'exemple le plus concret est celui de Dollar et Kraay (2000) qui ont montré à travers une étude en panel d'un large échantillon de pays, que la croissance des revenus a une relation étroite avec celle de l'économie mondiale. De même, Ravallion et Chen (2003) considèrent que la croissance économique est favorable aux pauvres simplement dans le cas où elle permet de réduire cette pauvreté. En outre, Kakwani (2000) souligne que la croissance économique entraîne une diminution de la pauvreté dans la mesure où il y'aura une modification au niveau de distribution des revenus.

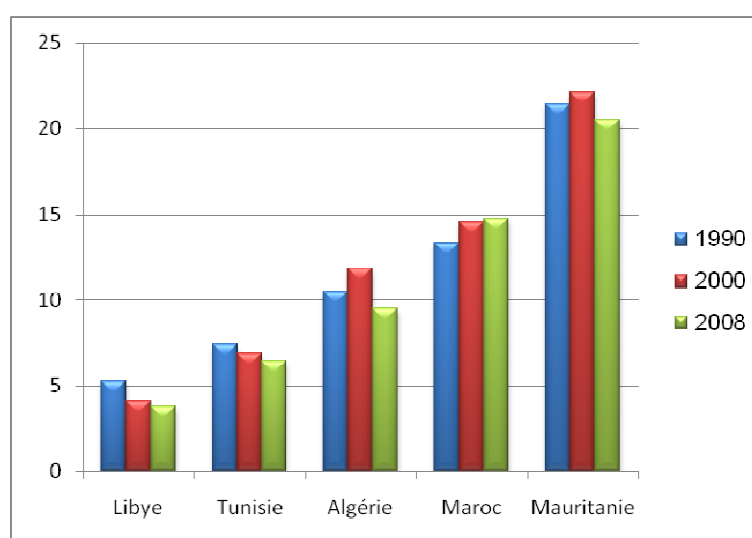
La littérature sur les inégalités de revenus nous a permis de noter que plusieurs auteurs ont mis en évidence l'importance de la croissance économique dans la genèse ou la persistance d'écarts de revenus entre les pays ou agents qui influe directement la pauvreté. En effet, les inégalités de revenus constatées entre nations ou agents résultent de l'existence de contraintes réduisant l'accès des « moins nantis » au marché financier. Selon Banerjee et Newman (1993), les imperfections du marché financier agissent négativement sur la distribution de richesse. Il semble aussi que l'accroissement du niveau de crédit distribué par les intermédiaires financiers entraîne un renforcement des inégalités de revenus.

Le but de ce papier consiste à savoir l'effet de la croissance économique et des inégalités de revenus sur la pauvreté monétaire. A cet égard, l'article est organisé de la manière suivante. La première partie, sera consacrée à l'étude de la pauvreté dans les économies de l'UMA. Dans une seconde partie, nous ferons état des travaux empiriques déjà réalisés ainsi que d'un certain nombre d'éléments théoriques sur la relation entre croissance économique, inégalité et pauvreté. Dans une troisième partie, nous essaierons enfin de présenter notre modèle économétrique et de synthétiser l'ensemble des résultats et les conclusions que l'on peut en tirer.

## 1- La pauvreté dans les économies de l'UMA

La pauvreté se définit comme étant l'insuffisance de ressources matérielles et de ressources intangibles. Elle est généralement considérée comme un phénomène multidimensionnel. La dimension pécuniaire est la plus fréquemment prise en compte. La pauvreté pécuniaire ou de revenu résulte d'une insuffisance de ressources, et est estimée au moyen de seuils de pauvreté. Elle touche principalement les pays en développement, mais elle existe également dans les pays développés. Qatar et United Arab Emirates sont deux pays touchés par la pauvreté malgré qu'elles présentent un indicateur de développement humain très élevé dont la valeur respectif 0,910 et 0,903 en 2007.

**Graphique 1 : Pauvreté (% de la population) des pays du Maghreb**



*Source : Banque Mondiale sur les indicateurs de développement mondiale de 2008.*

Le graphique 1 montre que la pauvreté évolue selon les pays dans les années 1990, 2000 et 2008. En fait, la Libye a connu pendant ces années un taux de pauvreté faible par rapport aux autres pays du Maghreb essentiellement la Mauritanie. Cette dernière est l'un des pays admissibles à la facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC)<sup>2</sup>.

---

<sup>2</sup> La facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC) est le guichet par lequel le FMI accorde des prêts assortis de faibles taux d'intérêt aux pays à faible revenu. Les programmes appuyés par la FRP reposent sur des stratégies globales d'allègement de la pauvreté qui sont pilotées par les pays.

**Tableau 1 : Pauvreté dans quelques pays de l'UMA, calculée sur la base des seuils nationaux et internationaux, 1995-2007.**

	Seuil national : indice numérique (en pourcentage) <sup>3</sup>			Seuil international : indice numérique		
	Tous les secteurs	Pauvreté urbaine	Pauvreté rurale	USD 1,25 par jour	USD 2,00 par jour	USD 2,50 par jour
<b>Tunisie</b>						
1995	7,6	3,6	13,9	6,48	20,37	29,69
2000	4,1	1,6	8,3	2,55	12,8	21,05
2007	3,9	1,4	7,6	2,6	12,8	20,07
<b>Algérie</b>						
1995	14,1	9,0	19,0	6,61	23,82	36,9
2000	12,1	10,3	14,7	6,79	23,5	35,03
2007	11,9	11,2	13,5	6,8	23,6	22,6
<b>Maroc</b>						
1998/1999	19,0	12,0	27,2	6,76	24,4	35,9
2000/2001	14,2	7,9	22,0	6,25	24,31	36,04
2006/2007	12,0	4,8	14,5	2,5	13,95	24,0
<b>Mauritanie</b>						
2007	25,3	23,8	35,4	8,2	31,1	46,3

Source : Base de données de la banque mondiale sur les indicateurs de développement mondial de 2008.

Le tableau 1 montre que la pauvreté rurale dans les pays de l'UMA est élevée par rapport à la pauvreté urbaine. La pauvreté rurale est en fait accentuée par: le manque de terre, l'absence de culture, le manque d'accès à l'éducation et à la santé et le manque de bétail. Tandis que la pauvreté en milieu urbain est liée au faible niveau de développement des villes et à l'insuffisance dans l'offre des infrastructures de base et de lotissements viabilisés à usage d'habitation. Les données actualisées sur la pauvreté à l'échelle nationale au Maroc montrent que l'accélération de la croissance économique au cours des trois à cinq dernières années s'est accompagnée d'une diminution rapide de la pauvreté. Les effets de cette croissance se sont sentir principalement sur le marché du travail et sous forme de nouveaux emplois créés par les entreprises privées. En plus, ce tableau présente une comparaison du nombre de pauvres sur la base de différents seuils de pauvreté, soit 1,25, 2,00 et 2,50 dollars de PPA par jour qui met en évidence une très forte concentration de la population démunie. En fait, 10% de Marocains ont des niveaux de consommation qui ne dépassent pas de plus de 50 cents par jour le seuil international de 2 dollars, ce qui donne à penser qu'ils sont très vulnérables avec les chocs économiques. Aussi, il est essentiel de mentionner que la Mauritanie est le pays le plus pauvre car la proportion des personnes qui sont au dessous de 2,50 dollars est très élevée.

Les activités de prêts octroyés par la banque mondiale aux pays de l'UMA portent sur un large éventail d'interventions en matière de lutte contre la pauvreté: programmes de

<sup>3</sup> L'indice numérique mesure la proportion de la population située en dessous du seuil national de pauvreté.

développement du secteur privé visant à encourager la création d'emplois ; réforme des secteurs infrastructurels afin de créer un environnement porteur et de protéger les pauvres (par exemple, les prêts à l'appui de la politique de développement dans le domaine de l'énergie et de l'eau au Maroc) ; fonds sociaux et projets de développement communautaire (au Maroc) ; formation professionnelle (en Algérie et en Tunisie) ; programmes ciblés en matière de santé et d'éducation (au Maroc) ; programmes de développement rural et de gestion des ressources naturelles (en Algérie, en Tunisie, au Maroc et en Mauritanie).

## **2- Etudes théoriques et empiriques sur la relation entre croissance économique, inégalité et pauvreté**

L'étude de la pauvreté et des inégalités dans leur rapport à la croissance économique a toujours tenu une place importante dans la recherche afférente à l'économie en développement. La baisse de la pauvreté absolue dépend mécaniquement de deux facteurs principaux: la croissance et les inégalités. Datt et Ravallion (1992) ont développé une méthode qui permet de décomposer l'évolution de la mesure de la pauvreté en un « effet croissance »<sup>4</sup> et un « effet inégalité »<sup>5</sup>. A partir de données sur l'Inde et du Brésil, ils trouvent que l'effet croissance domine largement l'effet inégalité. Des résultats semblables ont été trouvés par d'autres auteurs pour un certain nombre de pays en développement.<sup>6</sup>

Les pensées économiques s'affrontent concernant la relation entre croissance économique, inégalité et pauvreté. En effet, Dollar et Kraay (2000) affirment à travers une étude de la Banque Mondiale que « la croissance est bonne pour les pauvres ». Cette étude estime que l'élasticité de la pauvreté à la croissance est de 1 en moyenne et que la croissance n'a pas d'impact sur les inégalités,<sup>7</sup> elle conduit dans la pratique à privilégier l'objectif d'accélération de la croissance et à négliger les questions de distribution. Bhalla (2002) et Sala-i-Martin (2002) soulignent que « la croissance suffit pour réduire la pauvreté. Ces promoteurs considèrent que les statistiques de la Banque Mondiale sont exagérément pessimistes et que la pauvreté s'est en fait fortement réduite dans le monde au cours des dernières décennies sans qu'il soit nécessaire de faire appel à des politiques ciblées. Autrement dit, l'élasticité de la pauvreté à la croissance est supérieure à 1 en moyenne et la croissance est historiquement pro-pauvres. Enfin, d'autres économistes adoptent une approche selon laquelle « la croissance ne suffit pas pour réduire la pauvreté (Bourguignon, 2002 ; Cling et al., 2004). Les différents résultats dégagés par ces auteurs suggèrent que les inégalités constituent une dimension importante du problème à ne pas négliger dans la lutte

---

<sup>4</sup> Toute augmentation du revenu moyen -à distribution inchangée-, contribue à réduire le taux de pauvreté.

<sup>5</sup> Toute réduction des inégalités, -à revenu moyen inchangée-, contribue à réduire le taux de pauvreté.

<sup>6</sup> Voir en particulier sur ce point G.S. Fiels, 2001.

<sup>7</sup> L'élasticité de la pauvreté à la croissance correspond en fait à l'élasticité du revenu moyen du premier quantile au revenu moyen de l'ensemble de la population.

contre la pauvreté. Pour Bourguignon, la réduction des inégalités entraîne non seulement une réduction de la pauvreté à travers un pur effet de redistribution mais aussi une accélération du rythme de réduction de la pauvreté, car l'élasticité du taux de pauvreté au revenu moyen dépend négativement du degré d'inégalité des revenus.

Facchini (2008) montre, à travers l'hypothèse de Baumol (1986), la relation entre les inégalités de revenus et croissance. En fait, l'hypothèse de Baumol (1986) conduit à avancer la thèse que la répartition des revenus, inégalitaire ou égalitaire, n'a pas en soit d'effets sur la croissance économique. Ce qui est important c'est la manière dont les individus ont acquis leur revenu et leur bien mobilier et immobilier. Une répartition égalitaire ou inégalitaire des revenus peut, dans ces conditions, être indifféremment à l'origine de forts ou de faibles niveaux de croissance. Si une répartition égalitariste des revenus naît de la recherche de profit, elle sera logiquement favorable à la croissance. Inversement, une répartition inégalitaire, issue d'une activité productive, sera elle aussi à l'origine de forts taux de croissance.

Dans les années quatre-vingt-dix, la plupart des études qui s'intéressent à la relation entre croissance économique et distribution des revenus ont abouti à la conclusion que l'inégalité augmente pendant les récessions, et que, en moyenne, le taux de croissance positif sont neutres pour la répartition alors qu'une inégalité initiale basse augmente la probabilité de diminution de la pauvreté par la croissance économique (Ravallion et Chen, 1997). La discussion précédente couvre un aspect relatif à la relation entre croissance et distribution. L'autre aspect qui prévaut aujourd'hui concerne l'idée selon laquelle les inégalités ne sont pas un résultat final mais qu'elles jouent un rôle primordial dans la détermination du rythme et du modèle de croissance. En outre, plusieurs travaux soulignent que les inégalités initiales semblaient être associées de manière empirique à des taux de croissance plus faibles (Persson et Tabellini, 1994 ; Alesina et Rodrik, 1994).

Piketty (1997) souligne que non seulement le nonaccès des pauvres à l'emprunt à cause du manque de garanties collatérales ou des imperfections du marché du crédit mais également leur faible niveau initial de richesse les empêchent de saisir des occasions d'investissement qui seraient plus profitables à la société et à eux-mêmes que d'autres investissements réalisés ailleurs. Ainsi, les populations très pauvres n'ont pas les mêmes chances dans la vie que les plus riches, parce qu'elles ne peuvent ni éduquer leurs enfants ni obtenir des prêts pour monter une affaire ou adhérer à une assurance. Les pays caractérisés par un indice numérique de pauvreté élevé ou une distribution inégale des richesses sous-

emploient alors leur potentiel de croissance davantage que les pays ayant un taux de pauvreté faible ou caractérisés par une distribution équitable.

Une croissance économique forte entraîne une augmentation du revenu par habitant et une amélioration du bien être général de la population. La richesse ainsi dégagée permet à l'Etat d'investir davantage dans les secteurs sociaux (éducation, santé, logement) et d'infrastructure, ce qui exerce un effet positif sur la réduction de la pauvreté. Toutefois, la croissance économique ne profite pas toujours aux pauvres. Seul un taux de croissance élevé, soutenu par une politique efficace de redistribution des revenus (pour lutter contre les inégalités) et une maîtrise des tensions inflationnistes, peut donner les marges de manœuvre suffisantes pour la réduction de la pauvreté.

Selon Klasen (2002), une croissance positive accompagnée d'une augmentation de la part du revenu national détenue par les pauvres entraînera une réduction de la pauvreté plus forte que si le revenu des pauvres augmente moins, ou aussi vite que celui du reste de la population. Cependant, la relation entre croissance, inégalité et évolution de la pauvreté va au-delà de cette simple décomposition. En effet, tout un pan de la littérature théorique et empirique, alimentée ces dernières années notamment par la disponibilité de nouvelles bases de données internationales (Deiningen et Squire, 1996), et qui s'est développé pour explorer la complexité des interactions entre ces trois termes.

Dans ce contexte, les études empiriques traitant de différents aspects de la relation croissance-pauvreté-inégalités dans les pays en développement se sont multipliées dans la période récente (Drrem, 2009). En outre, Plusieurs économistes soulignent que la croissance est essentielle pour réduire la pauvreté, à condition que la répartition de revenu reste plus au moins constante (Deiningen et Squire, 1996 ; Dollar et Kraay, 2002 ; Ravallion, 2003 ; Burguignon, 2002).

**Tableau 2 : Statistiques sur la relation entre croissance économique, inégalités des revenus et pauvreté : Cas de la Tunisie**

	1990	1995	2000	2005	2010
<b>Taux de pauvreté nationale</b>	06.7%	06.2%	04.2%	04,2%	03,4%
<b>PIB réel par tête en dinar Tunisien</b>	1361	1523	1797	1854	1920
<b>Indice de Gini</b>	0.401	0.417	0.409	0.402	0.392

Source : Les enquêtes sur les dépenses de consommation et le budget des ménages, INS (1990, 1995, 2000, 2005 et 2010).

Ce tableau montre que la croissance économique augmente entre les années 1990-2010 grâce à un meilleur partage des fruits de la croissance entre toutes les couches sociales. Le taux de pauvreté est passé de 40% dans les années 60 à 7% au milieu des années 90 et ramené à 4.2% en 2000. A cet égard, la Tunisie figure parmi les pays à fort potentiel de croissance ce qui lui permet de réduire la pauvreté nationale. Le taux de pauvreté se situait en 1990 à 6,7%. Il devrait atteindre un niveau inférieur à 2% en 2015, même si la pauvreté touche actuellement le noyau dur de la population vulnérable et que les instruments de lutte contre ce phénomène méritent d’être renforcés pour un meilleur ciblage.

**Tableau 3 : Indicateurs de développement humain**

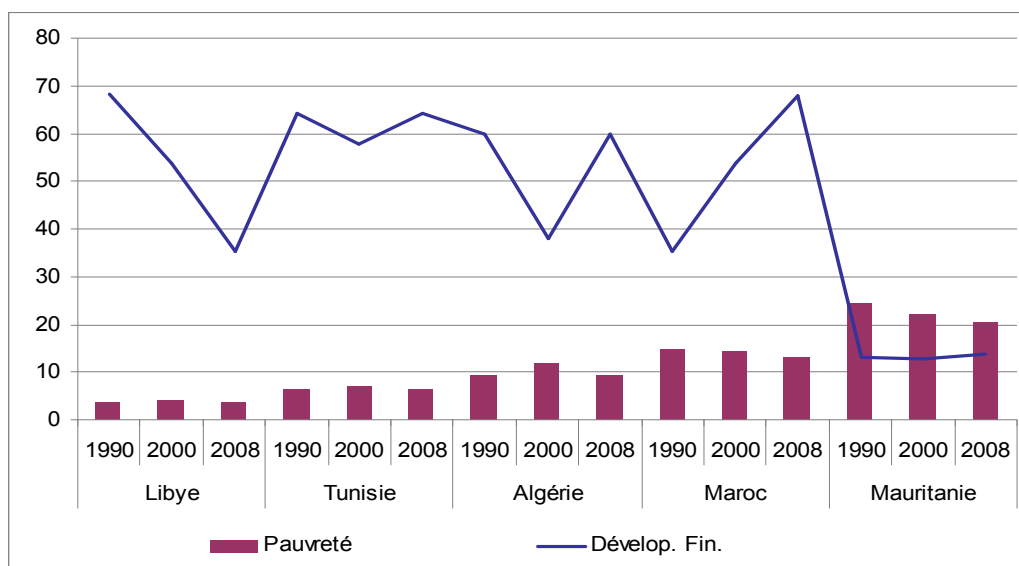
Pays	Libye	Tunisie	Algérie	Maroc	Mauritanie
Rang mondial	55	98	104	130	154
Valeur IDH en 2007	0,847	0,769	0,754	0,654	0,520

Source : PNUD (2009).

Le tableau 3 montre que la Tunisie a encore du chemin à faire en matière de développement humain. Elle se situe au 98<sup>e</sup> rang seulement sur la liste annuelle récemment publiée par la PNUD en 2009. Ce constat nous conduit à affirmer que la croissance ne suffit pas pour la réduction de la pauvreté, elle en est une condition nécessaire mais doit s’accompagner de la mise en place de politique de réduction des inégalités présentes et futures, ce vers quoi se sont récemment orientés les Etats avec la finalisation de Cadres Stratégiques de Lutte contre la Pauvreté (CSLP).

La relation entre le développement financier et la croissance économique a suscité beaucoup d’attention ces dernières années dans la littérature économique, car le développement financier est un déterminant essentiel de la croissance économique. Selon Kpodar (2004), le développement financier peut contribuer directement à la réduction de la pauvreté par l’amélioration des facilités de crédits et de dépôts offerts aux pauvres. D’autre part, le développement financier stimule la croissance à travers l’accroissement du taux d’investissement et à travers l’allocation du capital aux projets les plus productifs. La croissance, à son tour, est susceptible de réduire la pauvreté. Le développement financier sur la pauvreté a été étudié de façon dichotomique: une série d’études a trouvé une corrélation positive étroite entre le développement financier et la croissance (King et Levine, 1993) et une série a trouvé une relation croissante entre l’évolution du revenu moyen et le revenu des pauvres (Ravallion, 1993 ; Dollar et Kraay, 2000).

**Graphique 2 : Développement financier et pauvreté**



Source : «A new Database on Financial Development and Structure» de Beck et al. (2006).

Le graphique ci-dessus montre le lien entre le développement financier et la pauvreté dans les pays de l'UMA en 1990, 2000 et 2008. En effet, le développement financier dans la plupart des pays du Maghreb (Tunisie, Algérie, Maroc) est élevé ce qui entraîne la réduction de la pauvreté. Le Maroc a connu un développement financier très élevé pendant ces dernières années mais elle reste un pays dont le taux de pauvreté est supérieur à ceux de l'Algérie, de la Tunisie et de la Libye.

### 3- Les estimations économétriques

#### 3-1 Description de l'échantillon

On s'intéresse dans ce travail empiriquement à l'étude de l'impact de la croissance économique et des inégalités de revenus sur la pauvreté pour un échantillon composé de cinq pays (Tunisie, Algérie, Libye, Maroc et Mauritanie) entre 1990 et 2008 à travers la méthode des données de panel. Les données sont retirées de la base de données de la Banque Mondiale sur les indicateurs de développement mondiale de 2008, de la base de données «A new Database on Financial Development and Structure» de Beck et al. (2006), de la Base de données du Deininger et Squire (1996) et de la base de données du CERDI (2009).

### 3-2 Mesure des variables et présentation des modèles

**Tableau 4 : Définition, notation et effet prévu des variables relatives à l'impact de la croissance économique et de l'inégalité sur la pauvreté**

Variable dépendante		
<b>P</b>	Indicateur de pauvreté : Proportion des personnes en dessous de un dollar par jour et par personne ( <b>Meng, Gregory et Wang, 2005</b> ).	
Variables indépendantes		
		Signe prévu
<b>Y</b>	Niveau du PIB réel par tête en parité de pouvoir d'achat ( <b>Dollar et Kraay, 2000</b> ).	(-)
<b>G</b>	Indicateur de l'inégalité : Coefficient de Gini ( <b>Deininget et Squire, 1996</b> ).	(+)
<b>INF</b>	Taux d'inflation (prix à la consommation) ( <b>Levine et Renelt, 1992</b> ).	(+/-)
<b>TCRE</b>	Taux de change réel ( <b>Kpodar, 2004</b> ).	(+)
<b>OUV</b>	Taux d'ouverture commerciale de l'économie : (Exportations + Importations) / PIB ( <b>Levine, 1997</b> ).	(+/-)
<b>POPG</b>	Croissance démographique ( <b>Levine, 1997</b> )	(+/-)
<b>RURP</b>	Ratio de la population rurale ( <b>Lahimer, 2008</b> ).	(+)
<b>LTEL</b>	Log du nombre de téléphone par 1000 habitant ( <b>Lahimer, 2008</b> ).	(-)

A partir de la variable dépendante et des variables indépendantes (l'indicateur de croissance, l'indicateur de l'inégalité et les variables de contrôle qui sont des variables spécifiques à la croissance économique), on peut dégager le modèle qui montre l'effet de la croissance économique et de l'inégalité sur la pauvreté:

$$\text{Log}(P_{it}) = \alpha + \beta_1 \text{Log}(Y_{it}) + \beta_2 \text{Log}(G_{it}) + \beta_3 \text{Log}(X_{it}) + \varepsilon_{it}$$

Avec  $\varepsilon$  : terme d'erreur ;  $i$  : pays et  $t$  : temps.

### 3-3 Les résultats obtenus et leurs interprétations

**Tableau 5 : Statistiques Descriptives**

Variables	Moyenne	Ecart-type	Min	Max
<b>Pauvreté</b>	11,666	9,824	3,600	39,241
<b>Revenu par tête</b>	4512.713	2780.177	510.0435	16443.29
<b>Inégalité (Coefficient de Gini)</b>	0,385	0,067	0,151	0,578

Le tableau 5 résume les propriétés statistiques des variables utilisées dans notre étude. Dans l'échantillon total, la proportion moyenne des pauvres dans la population est de 12% sur la période 1990-2008. En fait, la Mauritanie présente un taux moyen de pauvreté élevé de l'ordre 22%, suivi du Maroc qui compte 13% de pauvres. En outre, l'Algérie enregistre un taux moyen de pauvreté de l'ordre de 11% et la Tunisie compte en moyenne 6% de leur population en dessous du seuil de pauvreté. Enfin, la Libye compte le moins d'individus en dessous du seuil de pauvreté, en moyenne 4%. Les données actualisées sur la pauvreté des

pays du Maghreb montrent que l'accélération de la croissance économique au cours des trois à cinq dernières années s'est accompagnée d'une diminution rapide de la pauvreté. Les effets de cette croissance économique se sont fait sentir principalement sur le marché du travail et sous forme de nouveaux emplois créés par les entreprises privées.

L'estimation de notre modèle se fait en utilisant le logiciel de statistiques et d'économétrie Stata dont l'objectif est de tester la corrélation entre les effets individuels et les variables explicatives à travers le test d'Hausman. D'abord, il est essentiel de vérifier s'il existe des effets individuels dans nos données. Ces effets peuvent être représentés par une intercepte propre à chaque individu qui est  $u_i$ . Nous nous intéressons alors à tester l'hypothèse nulle  $H_0 : u_i = 0$  dans la régression. L'hypothèse nulle de ce test souligne qu'il n'y a aucun effet individuel. Néanmoins, dans le cas où il y a rejet de cette hypothèse, alors on doit inclure des effets individuels dans le modèle. Le résultat est une statistique F avec (N-1, NT-N-K-1) degré de liberté. A cet égard, nous constatons qu'il s'agit dans notre cas d'un effet individuel car  $F(4, 82) = 10.51 > 0$ .

Ensuite, il est nécessaire de réaliser le test de spécification des effets qui est le test de Hausman. Ce test suit la loi de Khi-deux avec K-1 degré de liberté et il permet de choisir entre le modèle à effets fixes et le modèle à effets aléatoires. Les modèles à effets fixes et à effets aléatoires permettent de prendre en compte l'hétérogénéité des données. Dans le premier cas, on suppose que les effets spécifiques peuvent être corrélés avec les variables explicatives du modèle, et dans le second cas on suppose que les effets spécifiques sont orthogonaux aux variables explicatives du modèle. En cas où la probabilité de ce test est inférieure à 5%, il est significatif et conduit à privilégier le modèle à effets fixes. Dans le cas inverse, on retient les effets aléatoires spécifiques et dans ce cas le MCG est adopté. Ainsi, nous retenons dans notre étude le modèle à effets fixes à travers le test de Hausman dont  $\text{Prob} = 0.0001 < 10\%$ .

Variable dépendante : la proportion de la population en dessous de un dollar par jour

**Tableau 6 : Résultats d'estimation du modèle à effets fixes**

Log P	Coef	Std Err	t	Prob	95% Conf	Interval
Log Y	-.078648	.0403202	-1.95*	0.051	.1576741	.000378
Log G	.7144058	.2413714	2.96***	0.003	.2413266	1.187485
Log INF	.1013357	.0459729	2.20**	0.028	.0112304	.1914409
Log TCR	.1911406	.0199499	9.58***	0.000	.1520395	.2302417
Log OUV	-.0632128	.1442339	-0.44	0.661	-.345906	.2194804
Log POPG	-.088788	.0415822	-1.98*	0.064	.1489641	.000557
Log RURP	.1057738	.0540745	1.96*	0.051	-.0002102	.2117579
Log LTEL	-.0094211	.0387673	-0.24	0.808	-.0854036	.0665614
_Cons	.9199576	.0969448	9.49	0.000	.7299493	1.109966

( ) Test de student ; \* Significatif à 10% ; \*\* Significatif à 5% ; \* \*\* Significatif à 1%.

L'effet de la croissance économique et des inégalités de revenus sur la pauvreté apparaît en procédant à la régression en données de panel. Pour notre échantillon, le coefficient du PIB par tête est négatif et statistiquement significatif au seuil de 10%. Le signe négatif obtenu va de paire avec l'hypothèse selon laquelle la croissance réduit la pauvreté. En effet, l'impact d'une augmentation d'un point de pourcentage du PIB par tête est susceptible de réduire le taux de pauvreté de 0.078 points de pourcentage. Ce résultat est conforme au travail de Delalande (2008) qui montre, à travers une étude sur les pays les moins avancés (PMA), la contribution de la croissance économique à l'amélioration du niveau de vie des populations et en particulier à l'accélération de la réduction de la pauvreté et la réalisation des objectifs du Millénaire pour la croissance.

La variable coefficient de Gini affecte positivement la pauvreté absolue. L'impact d'un accroissement d'un point de pourcentage de l'inégalité du revenu équivaut à une hausse de la proportion des pauvres dans la population en moyenne de 0.714 points de pourcentage. Ce résultat confirme celui de Bamba (2001) qui justifie la relation positive entre la variable dépendante et la variable relative à l'inégalité par l'idée qu'une inégalité élevée peut affecter négativement la réduction de la pauvreté.

On constate clairement que l'inflation contribue positivement à l'explication de la variable dépendante pour un seuil de 5%. Les résultats de l'estimation montrent clairement qu'une augmentation d'un point de pourcentage de l'inflation augmenterait le nombre des personnes pauvres de 0.101 points de pourcentage. Elles soulignent qu'un niveau élevé d'inflation entrave la convergence économique des pays. Les études empiriques ne semble

pas répondre définitivement et clairement aux coûts et aux avantages d'une politique monétaire expansionniste. Toutefois, de nombreux économistes (Levine et Renelt, 1992 Fisher, 1993)) ont montré une relation négative entre l'inflation et la pauvreté. Une inflation élevée peut éroder l'intermédiation financière en affectant l'utilité des actifs monétaires et en conduisant à des décisions politiques qui déforment la structure financière. Elle peut introduire des distorsions dans le choix des investissements productifs en défavorisant les investissements de long terme.

Le taux de change réel accroît le risque auquel font face les agents économiques ce qui permet d'augmenter la pauvreté. Nos résultats montrent que le taux de change réel affecte positivement la pauvreté. Ceci soutient l'hypothèse selon laquelle une augmentation d'un point de pourcentage du taux de change réel entraîne une augmentation du nombre des personnes pauvres de 0.191 points de pourcentage.

En outre, la variable ouverture commerciale « *OUV* » influe négativement la pauvreté mais elle n'est pas significative. Le résultat non significatif est similaire à celui de Ravallion (2005) qui montre que l'ouverture du commerce n'a aucun effet significatif sur la pauvreté. Le résultat négatif aberrant provient, du fait que la période d'étude est caractérisée par une série des crises de financement, une baisse des investissements, un ralentissement de la croissance économique et une détérioration des termes d'échanges de certains pays de l'UMA. A cet égard, Le commerce est un moteur de croissance, laquelle est nécessaire pour réduire la pauvreté.

De même, nos tests font apparaître une relation négative et significative entre le taux de la population et la pauvreté. Ce résultat peut être expliqué tout d'abord par l'effet d'offre. En fait, l'augmentation de la population va permettre de libérer une main-d'oeuvre abondante et peu chère. Cette main-d'oeuvre va se diriger vers les villes et le secteur industriel, ce qui est avantageux pour la croissance économique du pays. L'industrie étant un secteur à forte valeur ajoutée, porteur de profits importants et à plus long terme de croissance. De plus, le travail précoce des enfants dans l'industrie incite les familles à s'agrandir pour accroître leur revenu. Cette main-d'oeuvre à bas prix permet aux entrepreneurs de réaliser un maximum de bénéfices, ce qui leur donne la possibilité de réinvestir, de faire encore plus de profits, et d'assurer ainsi une croissance économique élevée qui permet de réduire la pauvreté.

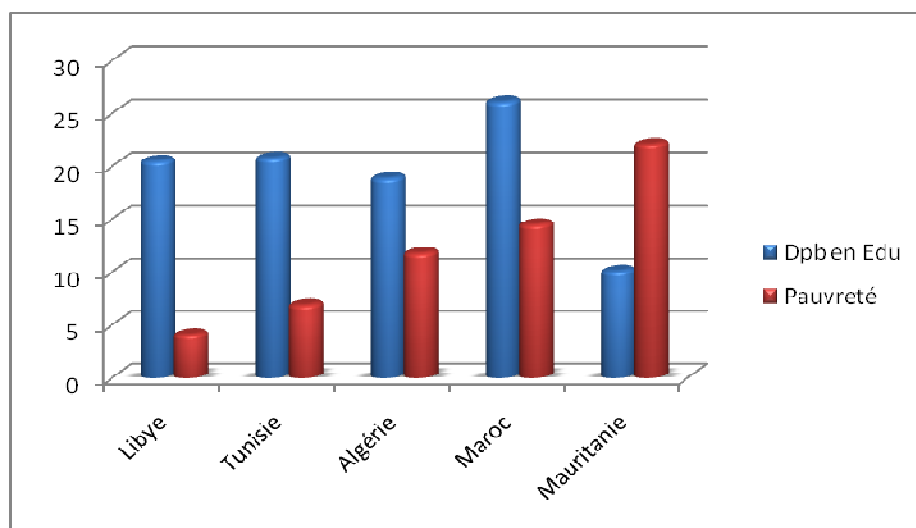
La variable relative au pourcentage de la population rurale dans la population totale influe positivement sur la pauvreté. Ceci est dû au manque des occasions du travail et au manque d'accès à l'éducation et à la santé dans les zones rurales. Le résultat trouvé est conforme à celui de Lahimer (2008) qui souligne que la zone rurale est la principale zone de

concentration de la pauvreté, c'est également là qu'elle est la plus préoccupante par sa sévérité et sa profondeur.

L'indicateur des infrastructures à savoir le nombre de lignes téléphoniques par 1000 habitants affecte négativement la pauvreté. Il agit directement sur la qualité de vie des pauvres. En effet, les infrastructures économiques jouent un rôle stratégique dans le processus de développement. Elles contribuent à relier les opérateurs aux marchés, à diminuer les coûts des facteurs et améliorer la compétitivité de l'économie, et aussi à offrir des services essentiels aux populations (accès aux routes, à l'eau, etc.), qui déterminent la qualité de la vie. Elles contribuent donc à la fois à la croissance et à l'amélioration du cadre de vie des populations. Ainsi, l'augmentation des dépenses publiques entraîne la diminution de la pauvreté.

La pauvreté peut être influencée aussi par les dépenses publiques en éducation. En fait, le graphique ci-dessous montre la relation entre les dépenses publiques en éducation et la pauvreté pour les pays de l'UMA en 2008. La Libye, la Tunisie, l'Algérie et le Maroc présentent une proportion élevée des dépenses publiques en éducation par rapport aux dépenses totales de l'Etat ce qui permet la réduction de la pauvreté car l'éducation dans ces pays constitue un facteur potentiel de croissance économique.

**Graphique 2 : Dépenses publiques en éducation et pauvreté**



*Source : Banque Mondiale sur les indicateurs de développement mondiale de 2008.*

Dans les pays Arabes, les gouvernements centraux ont déployé d'importants efforts en vue d'étendre l'accès à l'enseignement primordial à tous les enfants tout en développant parallèlement l'enseignement post-fondamental gratuit (exp. La Tunisie). Le nombre d'élèves qui terminent le cycle de l'enseignement primaire est en augmentation et la demande pour les niveaux supérieurs d'enseignement augmente également. Ainsi, les

dépenses publiques consacrées à l'éducation représentent une hausse ce qui entraîne une diminution de la pauvreté dans ces économies.

**Tableau 7 : Résultats de recherche**

<b>Variables</b>	<b>Signe prévu</b>	<b>Signe trouvé</b>
<b>Y</b>	(-)	(-)
<b>G</b>	(+)	(+)
<b>Inf</b>	(+/-)	(+)
<b>Vol_tcr</b>	(+)	(+)
<b>Ouv</b>	(+/-)	(-)
<b>POPG</b>	(+/-)	(-)
<b>RURP</b>	(+)	(+)
<b>LTEL</b>	(-)	(-)

## **Conclusion**

La pauvreté est un phénomène crucial aujourd'hui, elle menace la stabilité des pays de l'UMA et représente un défi pour le développement des économies. Notre étude montre que la pauvreté est influencée directement par les variables démographiques. En plus, elle montre le rôle primordial de la croissance économique dans la réduction de la pauvreté. La Mauritanie est considérée comme le pays le plus pauvre où 22% en moyenne des ménages vivent en dessous du seuil de pauvreté. Ceci montre que la pauvreté atteint une ampleur inquiétante et mérite l'attention des décideurs pour la contenir et la réduire. La stratégie de réduction de la pauvreté est axée sur la croissance avec équité, la bonne gouvernance, l'amélioration des services de base et la protection des groupes vulnérables.

# Bibliographie

- Alesina A. & Rodrik D. (1994): "Distribution Politics and Economic Growth", *Quarterly Journal of Economics*, 109 (2), pp. 465-490.
- Bamba L. (2001): "Répartition personnelle des revenus, pauvreté et croissance économique en Côte d'Ivoire", *Afrique et développement*, vol.26, pp. 117-147.
- Banerjee A. V. & Newman A. (1993): "Occupational Choice and the Process of Development", *Journal of Political Economy*, vol. 101, n° 2, pp. 274-298.
- Baumol W. J. (1986): "Productivity Growth, Convergence, and Welfare: Rely", *The American Economic Review*, vol. 78, pp. 1072-1085.
- Beck T., Demiguc-Kunt A. & Levine R. (2006): "A new Database on Financial Development and Structure", *World Bank Economic Review*, n°14, pp. 597-605.
- Bhalla S. S. (2002): "Imagine there's no Country: Poverty, Inequality and Growth in the era of Globalization", Washington D. C., Institute for International Economics, pp. 288.
- Bourguignon F. (2002): "The Distributional Effects of Growth: Case Studies Vs. Cross-Country Regressions", *Delta Working Papers*, vol. 23.
- Bourguignon F. (2003): "The Poverty-Growth-Inequality Triangle", Contribution présentée à l'Indian Council for Research on International Economic Relations, à New Delhi, Inde.
- Cling J. P., De Vreyer P., Razafindrakoto M. & Roubaud F. (2004): "La croissance ne suffit pas pour réduire la pauvreté", *Revue Française d'Economie*, vol. 18, pp. 138-187.
- Datt G. & Ravallion M. (1992): "Growth and Redistribution Components of Changes in Poverty Measures: a Decomposition with Application to Brazil and India in the 1980s", *Journal of Development Economics*, vol. 38, pp. 275-295.
- Deininger K. & Squire L. (1996): "A New Data Set Measuring Income Inequality", *The World Bank Economic Review*, vol. 10, pp. 565-591.
- Dollar D. & Kraay A. (2000): "Growth is Good for the Poor", *Development Research Group, World Bank*.
- Dollar D. & Kraay A. (2002): "Growth is Good for the Poor", *Journal of Economic Growth*, Vol. 7, pp. 195-225.
- Facchini F. (2008): "Inégalités et croissance. N'existerait-il pas de bonnes et de mauvaises inégalités ? ", <http://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00270483>.
- Kakwani N. & Pernia E. (2000): "What is Pro-Poor Growth?", *Asian Development Review* 18(1), pp. 1-16.
- King R. & Levine R. (1993): "Finance and Growth: Schumpeter Might be Right ?", *Quarterly Journal of Economics*, vol. 108, n° 3, pp. 717-37.
- Klasen S. (2002): "In Search of the Holy Grail: How to Achieve Pro-Poor Growth?", Papier présenté à la conférence ABCDE-Europe organisée par la Banque mondiale, Oslo, 24-26 Juin.
- Kpodar K. R. (2004) : "Le développement financier et la problématique de réduction de la pauvreté", CERDI, Etudes et Documents.
- Kraay A. (2006): "When is Growth Pro-Poor? Evidence from a Panel of Countries", *Journal of Development Economics*, vol. 80, pp. 198-227.

Lahimer N. (2008): “Les IDE et le triangle « Croissance-Inégalités-Pauvreté », Application aux pays d’Afrique SubSaharienne”, [gdri dreem : free.fr/.../C3-3\\_lahimer\\_les\\_ide\\_et\\_le\\_triangle\\_croissance\\_inegalites\\_pauvreté.pdf](http://gdri.dreem.free.fr/.../C3-3_lahimer_les_ide_et_le_triangle_croissance_inegalites_pauvreté.pdf)

Persson T. & Tabellini G. (1994): “Is Inequality Harmful for Growth?”, *Economic Review*, 84(3), pp. 600-621.

Piketty T. (1997): “The Dynamics of the Wealth Distribution and the Interest Rate with Credit Rationing”, *Review of Economic Studies*, 64, pp. 173-189.

PNUD (2009): “Mobilité et développement humains”, *Rapport mondial sur le développement humain*.

Ravallion M. (1993): “Growth and Poverty: Evidence for Developing countries in the 1980s”, *Economic Letters*.

Ravallion M. & Chen, S. (1997): “What Can New Survey Data tell us about Recent Change in Distribution and Poverty”, *World Bank, Economic Review*, vol. 11, n°2, pp. 357-381..

Ravallion M. & Chen, S. (2003): “Measuring Pro Poor Growth”, *World Bank, Policy Research Working Paper*.

Ravallion M. (2003): “The Debate on Globalization, Poverty and Inequality: Why measurement matters”, *International Affairs*, pp. 739-754.

Sala-i-Martin S. (2002): “The world Distribution of Income (estimated from individual country distributions)”, *NBER Working Paper 8933*.